

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

APRES BREJNEV

de Roberto Cestelli

Au Plenum extraordinaire du Comité Central du P.C.U.S. du 12 novembre dernier, le nouveau Secrétaire général du Parti, J.V. Andropov, a déclaré textuellement, dans son discours inaugural: «Nous savons bien qu'on n'obtient pas de paix en la demandant aux impérialistes. Elle ne peut être défendue qu'en s'appuyant sur la puissance indestructible de l'Armée soviétique».

Avec cette déclaration, le nouveau Secrétaire du P.C.U.S. a procédé, en mettant en évidence la puissance militaire comme un élément résolutif, à un échange de consignes avec feu Brejnev. Un avertissement que l'Union soviétique a l'intention de poursuivre l'expansion du communisme en se servant du rapport des forces, un signe évident qu'on ne croit plus, au Kremlin, à la force d'attraction des idées.

Le socialisme réel se débat aujourd'hui au milieu de contradictions insolubles. La Révolution d'Octobre a désormais perdu toute sa poussée propulsive et il n'en est resté qu'une tradition de pensée obstinée dans une vérité de Parti et d'Etat qui a littéralement pétrifié les hommes qui devraient la servir.

Comment oublier l'image terrifiante de ces cinq milles hommes, la force exécutive du Parti, alignés dans l'immense amphithéâtre où avait lieu le XXVI^e Congrès du P.C.U.S. et qui applaudissaient rythmiquement, comme des robots, sans discuter ou manifester de désaccords à tout ce que la direction gérontologique du Parti déclarait?

U.R.S.S. ET EUROCOMMUNISME

Etant donné les liens étroits que J.V. Andropov avait avec Souslov, désormais disparu, il faut estimer que le nouveau Secrétaire du P.C.U.S. suivra la position actuelle de la politique soviétique vis-à-vis du communisme occidental.

Il y a quelques mois seulement, Andropov lui-même déclara que le programme de l'Union soviétique n'est pas celui d'imposer son modèle, mais que, tout en reconnaissant des particularismes nationaux, la nature de classe et l'essence du socialisme ne peuvent être qu'identiques dans tous les pays et chez tous les peuples.

Si donc le soi-disant eurocommunisme veut vraiment poursuivre son effort

d'européisation, il devra affronter des ex-communications véhémentes de la part du centre opérationnel le plus puissant du communisme orthodoxe.

En réalité, le communisme de l'Europe occidentale est en pleine crise pour des raisons endogènes et les signes les plus évidents se manifestent dans la défaite électorale du parti communiste espagnol qui a perdu soixante-dix pour cent de ses voix.

Devant une telle défaite, il est évident que les causes ne doivent pas être recherchées dans les limites du pays, mais dans un déclin réel du communisme en tant que doctrine, en raison de son incapacité de se renouveler et de l'apparition d'un pôle d'attraction représenté par un parti socialiste effectivement démocratique qui a établi son programme d'une façon moderne désormais éloignée de plusieurs années-lumière de ces doctrines marxistes qui appartiennent à l'histoire, mais qui n'ont pu être appliquées avec des résultats positifs, pas même dans la patrie du socialisme réel.

C'est justement le leader du communisme espagnol défait qui peut être considéré comme l'inventeur de la formule de l'eurocommunisme autour de laquelle se groupèrent également les partis communistes italien et français influencés par les effets de la faillite de plus en plus évidente et irrésistible du socialisme réel; cette nécessité les a obligés à s'efforcer de prendre leurs distances du modèle moscovite et de s'en différencier, non pas tant pour une conviction intime et effective, mais plutôt pour ne pas perdre ou pour récupérer le contact avec les destinataires de leur message.

Ces trois partis communistes ont déclaré vouloir s'insérer et opérer au sein de la structure de la libre démocratie et ont donc écarté l'objectif de la dictature du prolétariat, tout en renonçant à la révolution comme moyen d'avènement au pouvoir.

D'autre part, le fait qu'il y ait un parti armé opérant en Italie qui se déclare «*combattant pour le communisme*» et que ses membres, trouvés au moment de leur arrestation avec la carte du parti en poche, se déclarent prisonniers politiques (quand ils ne se déclarent pas repentis) ne concerne pas le P.C.I., d'autant plus que personne n'ose le lui reprocher.

LA CRISE DE L'EUROCOMMUNISME

Nous devrions peut-être parler plus exactement de crise du communisme, car l'eurocommunisme n'a été qu'un pâle fantôme probablement mort avant même de naître.

Tous les observateurs politiques sont d'accord pour constater la profonde crise de crédibilité que traversent actuellement les partis communistes occidentaux, crise qui doit être principalement attribuée à deux causes, tout en reconnaissant qu'elles opèrent dans chaque contexte national avec un degré d'intensité divers étant donné les conditions internes et externes différentes dans lesquelles doivent opérer les partis communistes occidentaux.

La première de ces causes est le vieillissement culturel de l'idée marxiste. Les partis communistes sont incapables de procéder à une analyse critique et à une révision profonde de leur doctrine qui n'est pas une religion, bien que Lénine, nouveau Moïse, en ait gravé les tables de la loi.

Liés, sur le plan fidéiste, à l'infrastructure culturelle de la Révolution d'Octobre -la faillite la plus grande de l'histoire - les communistes de chez nous sont ainsi dans l'impossibilité de récupérer l'élan pour saisir les problèmes actuels dans leur réalité effective sans répéter les erreurs précédentes.

L'autre cause est la lenteur extrême, qui frise l'immobilisme, avec laquelle ils procèdent à la réalisation du «centralisme démocratique» de leur appareil interne, tellement vanté mais encore inexistant.

L'ex-Secrétaire du P.C.E., Santiago Carillo, réformateur à l'extérieur au point de théoriser l'eurocommunisme, exerçait, à l'intérieur, un centralisme tellement strict et intransigeant qu'il ne pouvait certainement pas être défini comme démocratique.

Toute erreur doit être payée et les votes perdus par le P.C.E. se sont reversés dans le jeune et moderne parti socialiste espagnol.

M. Marchais ne cache certainement pas son stalinisme et l'on peut donc bien imaginer combien est démocratique le centralisme avec lequel il dirige le P.C.F.

Mais en France aussi le communisme a payé, avec une perte de voix, les conséquences de son incapacité de se démocratiser

et de se moderniser; et il voyage, maintenant, à la remorque du socialisme de M. Miterrand. Et si ce dernier, devant les faits, est en train de revoir le programme avec lequel il souleva l'enthousiasme populaire, M. Marchais, quant à lui, appelle les ouvriers à l'ordre à travers la C.G.T. en les engageant dans un effort productif plus grand.

Quant au parti communiste italien, prudent et fort, il n'est pas du tout évident si, au cours du XVI^e Congrès prochain, il admettra des positions de minorité se rapprochant, ainsi, de l'aire démocratique.

Entre-temps, on n'a plus de nouvelles de la mystérieuse «Troisième voie au socialisme» préalablement annoncée par M. Enrico Berlinguer.

Sa capacité de mêler les cartes est telle que tout imprévu ne nous étonne plus et qui sait que ce magicien habile ne tire du haut-de-forme de Karl Marx, au lieu de l'habituel lapin, la formule de la social-démocratie ravivée de rouge et qu'il ne nous la propose comme la mirobolante «Troisième Voie».

ANDROPOV ET LE 2^e REAGAN

Pendant que les électeurs américains signalaiient au président, lors des élections partielles du 2 novembre, une certaine désapprobation pour son action, on apprenait - au milieu d'une indifférence populaire diffuse en Union soviétique et d'une émotion considérable dans les milieux gouvernementaux du reste du monde - la disparition soudaine, mais non inattendue, du Secrétaire général

du P.C.U.S. Leonid Ilitch Brejnev et sa substitution, effectuée avec une rapidité inhabituelle, par le camarade Yuri Andropov, ex-chef du K.G.B.

Deux gros événements concomitants qui pourraient faire présager des changements considérables dans les rapports des deux super-puissances et diminuer la tension internationale.

Influencé par l'avertissement de son électorat, le président Reagan prépare déjà une deuxième édition de son programme initial dans lequel il insère un plan de travaux publics en mesure de réabsorber pas moins de cent mille chômeurs, pour alléger la ligne de politique étrangère.

Bien qu'il ait insisté, dans son premier discours, sur la continuité de la politique soviétique dans la ligne dure tracée par son prédécesseur, Yuri Andropov lance aux Etats-Unis, à travers plusieurs voies, des signaux qui peuvent, à notre avis, être interprétés comme une disponibilité à l'ouverture d'un colloque qui était impossible entre Brejnev et la position précédente de Reagan.

Il convient, maintenant, d'attendre que les événements mûrissent.

La pression de la demande interne des biens de consommation en Union soviétique ne peut pas demeurer sans réponse de la part du camarade intellectuel Yuri Andropov qui saura, peut-être, résister aux requêtes des «mangeurs d'acier», l'aile militariste du P.C.U.S., qui préfèrent les canons au beurre demandé par le peuple.

R. C.

*Le «Bulletin Européen» souhaite
à tous ses lecteurs et collaborateurs
une bonne et heureuse Nouvelle Année*



Paneuropa-Union à son soixantième anniversaire

de H. Müller

Dans la vie d'une organisation, 60 ans sont suffisants pour formuler un jugement sur son rôle et sur les résultats acquis. La survivance de Paneuropa-Union au cours de ces six décennies de vie politique tourmentée est la meilleure preuve que ses idées restent valables et qu'elles n'ont rien perdu de leur actualité. Sa voix a été étouffée pendant la Deuxième Guerre mondiale, car les tyrans ne l'aimaient pas (puisqu'elle proclamait des vérités qui s'opposaient à leurs ambitions), mais elle a repris à parler avec force et obstination dès que la lumière de la liberté a recommencé à briller sur les ruines du Vieux continent.

La lecture des oeuvres de Coudenhove-Kalergi prouve que le fondateur de l'Union paneuropéenne avait très bien analysé les maux dont souffrait l'Europe et qu'il avait su proposer les remèdes les plus adéquats. Si les nations européennes avaient été sensibles à ses avertissements et si elles avaient suivi ses conseils - qui étaient aussi ceux de Briand et Stresemann - la Deuxième Guerre mondiale n'aurait pas éclaté et les frontières orientales de l'Europe seraient aujourd'hui les frontières de la liberté. L'insuccès de l'initiative de Paneuropa-Union d'empêcher l'ascension de Hitler et la suppression de la liberté en Europe devrait nous servir d'avertissement et guérir nos hommes politiques de leur incroyable myopie. Aujourd'hui comme alors le monde est menacé par les effets d'une grave crise économique, par la paralysie de certains gouvernements de l'Europe occidentale, par la destabilisation mise en acte par le terrorisme international. Aujourd'hui comme alors une propagande pacifiste effrénée, qui frise l'inconscience politique, laisse

croire aux peuples que la paix pourrait être sauvegardée à force de crier des slogans et d'organiser des manifestations, et minimise la puissance militaire et les projets impérialistes de l'ennemi de l'Europe. Les pacifistes - de bonne fois ou à la solde du Kremlin - voudraient inculquer aux peuples libres la théorie de l'inutilité du renforcement de leur potentiel de défense militaire. Mais comment empêcher les soviétiques à poursuivre leurs plans de conquête, à augmenter leur zone d'influence et, éventuellement, à déclencher une nouvelle conflagration mondiale, si on n'est capables de leur faire peur par l'accroissement de notre force - et il est clair qu'une Europe unie serait vraiment capable de faire peur aux Soviétiques.

Les continuateurs de Coudenhove-Kalergi soutiennent à juste raison que le premier devoir des gouvernements de l'Europe occidentale est de garantir la sécurité externe et interne, et s'ils ne le comprennent pas ils perdent leur légitimité.

L'Union paneuropéenne - déclare son Président Otto von Habsburg - a dans la situation actuelle, tout comme au temps de son fondateur, une mission bien déterminée. Elle est un mouvement politique indépendant de tout parti politique, mais elle appuie l'action des partis qui poursuivent les mêmes buts. Elle s'oppose à tout régime totalitaire, de droite ou de gauche. Au contraire, elle soutient les pays qui forment la Communauté européenne dans tous les projets et actions qui s'inscrivent dans la ligne de l'unification européenne; ainsi elle a eu une participation très active et efficace lors des élections européennes du 10 juin 1979 et se propose

une action encore plus dynamique aux prochaines élections. Dans son discours prononcé à Vienne dans la salle de la Musikverein, à la Session jubilaire de la Paneuropa-Union (le 3 octobre), Otto von Habsburg a repris l'idée, chère aux paneuropeistes que la CEE n'équivaut pas à l'Europe puisqu'elle ne représente que le point de départ de l'unification continentale, et en tant que telle, la CEE doit tenir ses portes ouvertes, afin que d'autres Européens y puissent entrer. «Nous ne voulons pas d'Européens de première ou de seconde catégorie!» Il faut lutter - et ceci n'est pas une provocation à la guerre - afin que les peuples qui vivent au-delà du rideau de fer accèdent au droit à l'autodétermination, ce qui leur permettra de proclamer leur volonté de s'intégrer dans la future fédération des Etats européens. Il faut aussi lutter contre notre grand ennemi interne, qui est le na-

tionalisme; être Européen ne signifie nullement renier sa patrie, car l'europeanisme n'exclut pas le patriotisme, mais patriotisme ne veut pas dire nationalisme.

La fête de l'Union paneuropéenne a été l'occasion d'un bilan et de félicitations, mais aussi de la manifestation de l'engagement le plus décisif de continuer cette bataille qui est encore très loin de la victoire finale.

Aux cérémonies célébratives de Vienne ont participé M. J.C. Dragan, vice-président de Paneuropa-Union, et Mme Teresa Maria Moriglioni Dragan.

Quand Coudenhove-Kalergi la fonda en 1922, Paneuropa a été qualifiée d'utopie, et l'évolution actuelle de la situation politique en Europe semble confirmer ce verdict. Mais, répondait Coudenhove-Kalergi, même si on voulait la considérer ainsi, elle reste une «utopie raisonnable».



UN PROBLEME EMBARRASSANT MAIS DECISIF

de Giuseppe Petrilli
président international du Mouvement Européen

J'aimerais, tout d'abord, exprimer à la Commission, l'appréciation et la sympathie avec lesquelles le Mouvement Européen en a suivi toute l'activité: du vote du 9 juillet de l'année dernière, qui en a ratifié l'institution, jusqu'à celui du 6 juillet dernier qui a vu le Parlement Européen approuver, à grande majorité, sa résolution pour la réforme des institutions communautaires. Le Mouvement Européen est unanime à considérer cette initiative du Parlement Européen comme l'évolution la plus prometteuse qui se soit manifestée dans le cadre communautaire au cours de ces dernières années. Nous reconnaissons particulièrement, dans le vote du 6 juillet dernier, l'initiative la plus significative prise, jusqu'à ce jour, par le Parlement Européen.

Ces expressions d'approbation partent également de la considération des difficultés objectives que doit affronter votre Commission et de la gravité des risques de faillite qui existent aujourd'hui encore. Nous ne voyons, cependant pas, autour de nous, une solution de rechange appréciable à votre engagement et nous pensons que - dans une situation, justement, de crise généralisée du système communautaire comme celle que nous traversons - il est plus nécessaire que jamais de s'efforcer d'affronter à la racine les causes des difficultés croissantes au milieu desquelles nous nous débattons. La crise économique contribue à exaspérer les poussées centrifuges en déterminant une réviviscence générale du nationalisme économique et un retour offensif du protectionnisme avec, comme conséquence, une tendance à la paralysie de la concentration intergouvernementale sur laquelle notre

Communauté s'est fondée jusqu'à maintenant, de fait encore plus que de droit. C'est pourquoi il nous semble indispensable d'envisager, pour la classe politique et pour l'opinion publique de nos pays, une évolution qualitative du système comme seule solution de remplacement possible à sa désagrégation.

SECOUER LES VIEUX EQUILIBRES

Cette ligne est cohérente avec l'orientation qui poussa, en d'autres temps, notre Mouvement à considérer l'objectif de l'élection européenne au suffrage universel direct comme prioritaire, objectif qui était, à l'époque, considéré aussi utopique que n'apparaissent aujourd'hui les objectifs définis dans la résolution du 6 juillet dernier. Permettez-moi de rappeler que les ennemis de l'intégration européenne affirmaient, à cette époque, que l'élection au suffrage universel d'un Parlement sans aucun pouvoir n'avait pas de sens et qu'on ne pouvait pas donner de pouvoirs à un Parlement dépourvu de la légitimation populaire. Nous croyions, par contre, que, indépendamment des pouvoirs reconnus au Parlement élu, le seul fait de l'élection aurait jeté les bases pour une dynamique politique en mesure de secouer les vieux équilibres et de faire progressivement affleurer de nouveaux motifs de consentement et de contraste parmi les forces politiques au-delà des frontières nationales et des mêmes oppositions préjudicielles héritées de la politique nationale. Nous savions que, même en dehors des contrastes de principe sur les différents problèmes, il se serait créé une nouvelle opposi-

tion parmi ceux qui étaient, de toute façon, convaincus de l'impossibilité de trouver des solutions satisfaisantes dans le cadre purement national et ceux qui auraient continué à considérer le cadre national comme une frontière infranchissable.

Les événements les plus récents ont largement confirmé nos convictions. La question de la contribution britannique nous est apparue comme un test révélateur de l'état de dégradation auquel la coopération intergouvernementale est désormais arrivée. Au lieu de dépasser les limites sectorielles d'une dépense communautaire destinée en grande partie, actuellement encore, au soutien des prix agricoles, on a, en réalité, accepté de s'engager dans la voie opposée qui, à travers la pratique des compensations de bilan et la sanction du soi-disant «juste retour», conduit, de fait, à une désagrégation progressive, irrépressible de la solidarité communautaire. Dans cette perspective, le retour même à la procédure du vote majoritaire, qui a été observé au moment de la fixation des prix agricoles par le Conseil de la Communauté, n'a pas été complètement convaincant, car il est difficile de croire que l'on puisse, au-delà du respect formel des Traités, parcourir avec succès un tel chemin sans une transformation profonde du système institutionnel communautaire.

UN PANORAMA DESOLANT

Du reste, les projets les plus ambitieux élaborés jusqu'à ce jour dans le domaine de la coopération intergouvernementale (du programme Chandernagor en matière de politiques communes, au plan Genscher-Colombo pour la relance de la coopération politique) n'ont substantiellement eu aucune suite. La Communauté n'a même pas réussi à avancer sur le terrain du système monétaire, où il existait déjà des engagements précis des gouvernements et où le délai pour le passage à la deuxième étape était déjà arrivé à échéance depuis longtemps. Dans ce panorama désolant, dans lequel les gouvernements semblent avoir épuisé toute capacité de proposition et de stimulation et où les décisions, quand enfin elles interviennent, sont prises par défini-

tion au niveau du plus petit commun dénominateur, le Parlement Européen a été, de fait, le seul élément dynamique du panorama communautaire et la seule force qui se soit démontrée capable, dans une certaine mesure, de se charger des intérêts communs de toute la Communauté. Battu sur le terrain du bilan, après une bataille qui restera un des épisodes les plus significatifs et les plus appréciables de l'histoire récente de la Communauté, il a su retrouver la majorité nécessaire pour exprimer, enfin, un projet de remplacement institutionnel.

Je n'entends pas ignorer la gravité des contradictions qui se sont manifestées au cours de cette première législature européenne, avec une alternance de débats strictement techniques ou abstraitement idéologiques. Ils se sont souvent basés sur la reposition d'oppositions traditionnelles et incapables, donc, de donner à l'opinion publique le sens de l'événement nouveau représenté par l'existence même d'un Parlement Européen. Je n'entends pas ignorer non plus la présence parmi vous, également -et parfois au niveau de responsabilité et de prestige le plus élevé - d'hommes tendant à présenter les raisons du pragmatisme et de la concrétisation en cachant la volonté de ne pas se compromettre et de ne pas mettre en danger des convergences politiques formelles qui cachent souvent des désaccords substantiels chez les membres d'une même aile du parti politique.

Je dois affirmer, en toute sincérité, qu'à la lumière de notre expérience, le Mouvement Européen est plus que jamais convaincu d'avoir fait un choix judicieux en concentrant tous ses efforts dans le soutien de vos batailles. Quand, il y a deux ans, j'ai été élu président international du Mouvement Européen sur la base d'un programme politique précis - ce qui constituait quelque chose de nouveau dans l'histoire d'un organisme comme le nôtre - je déclarais sans ambages que je me proposais comme but de politiser le Mouvement Européen, pour qu'il devienne le point d'union pour tous ceux qui ressentaient l'exigence d'une modification des procédures décisionnelles communautaires actuelles pour doter toute la Communauté d'instruments de gouvernement plus efficaces et plus proches de ce

modèle fédéral qui reste le point de référence de toute notre action.

L'OPPOSITION ENTRE LES FORMES INSTITUTIONNELLES ET LES CONTENUS POLITIQUES

Permettez-moi, à ce propos, de toucher deux mots d'une question de principe qui est actuellement reproposée par plusieurs secteurs du monde politique. Je me réfère à l'opposition entre les problèmes de méthodes et les problèmes de mérite, entre les formes institutionnelles et les contenus politiques. Cette question de principe est généralement soulevée par ceux qui manifestent une certaine intolérance vis-à-vis de la problématique institutionnelle qui serait, à leur avis, un jeu d'académisme juridique pur, incapable de susciter l'intérêt populaire. Je crois, par contre, que ceux qui soulèvent de telles objections font preuve de byzantinisme. Il est incontestable, en effet, que le succès du Parlement Européen et sa capacité de mobilisation de l'opinion publique pourra être concrètement évalué par le taux de participation populaire à la deuxième élection prévue pour 1984. Cette participation sera d'autant plus élevée que les forces politiques européennes seront en mesure d'exercer leur fonction physiologique, c'est-à-dire de présenter aux électeurs des propositions de rechange pour la solution des problèmes en suspens. Dans ce sens, l'élection européenne imposera, sans aucun doute, le dépassement d'un simple unanimité institutionnel et une prise de position courageuse sur les problèmes concrets, dans des termes qui, au sein d'une société pluraliste, sont toujours différenciés et, à la limite, conflictuels.

Il est également vrai qu'une telle conflictualité est destinée à se résoudre, à son tour, en un simple académisme s'il manque les instruments institutionnels capables de donner concrètement corps aux hypothèses opposées. S'il est donc tout à fait évident que des thèmes tels que la paix et l'emploi répondent bien plus aux intérêts du corps électoral que ne le touche l'idée d'un gouvernement européen, il est tout aussi évident, à mon avis, qu'une initiative européenne sur ces thèmes décisifs ne peut pas se fonder exclusivement sur une convergence d'intérêts

occasionnelle, mais doit disposer des instruments institutionnels indispensables à sa réalisation.

De ce point de vue, la Commission Institutionnelle doit être parfaitement consciente du caractère décisif et irremplaçable de son rôle dans le panorama européen actuel et de l'importance que le projet de réforme des Traités aura dans le cadre du bilan de la première législature du Parlement Européen qui sera présenté à l'électorat au moment du nouvel appel aux urnes. La campagne électorale des diverses forces politiques devra tendre à s'approprier de ce projet et à le présenter aux électeurs comme l'instrument indispensable pour la réalisation de chaque programme. Pour le Parlement Européen, il s'agit, à mon avis, d'une question vitale, car ce n'est qu'à travers cette voie qu'il peut aspirer à se qualifier devant l'opinion publique comme un siège décisionnel important, en sortant ainsi des limbes au milieu desquels se débattent tous les organismes parlementaires internationaux qui sont tous, en dernière analyse, de simples projections de la coopération intergouvernementale. Le sens politique de toute initiative que votre Commission poursuit est justement celui de soustraire les développements futurs de l'intégration à la compétence exclusive des gouvernements nationaux ou, qui pis est, des diplomates et des autres branches de l'administration publique. Ce sont les forces politiques, dont le Parlement est l'expression, qui doivent revendiquer leur souveraineté réelle sur un problème qui ne concerne plus la politique étrangère, mais qui touche désormais directement les conditions de consolidation et de survie de la démocratie européenne. Une question cruciale pour votre activité future est donc, de ce point de vue, celle de la procédure.

La qualité du document illustrant vos travaux aurait, en effet, peu d'importance s'il était destiné à ne rester qu'un des nombreux exercices académiques sur cette question. Je n'ai pas l'intention de suggérer, ici, une hypothèse de procédure bien définie, même si le document que la Commission Institutionnelle de notre Mouvement, présidée par M. Bengemann, prépare actuellement, ne manquera pas d'affronter ce thème

spécifique. Je me rends naturellement compte de l'impossibilité juridique du Parlement Européen de soumettre son projet à la ratification des Parlements nationaux sans passer formellement par les gouvernements. Il est toutefois indispensable d'éviter que le document du Parlement Européen ne se transforme, de cette façon, en une simple ébauche initiale qu'une négociation intergouvernementale longue et fatigante ne manquerait pas de déformer. Il faut, donc suivre une procédure qui permette aux gouvernements des Etats membres de «prendre ou laisser», c'est-à-dire de soumettre ou non le texte du Parlement à la ratification parlementaire sans, toutefois, y apporter de modifications. Il est, dès maintenant, évident que ce sera celui-ci, justement le terrain de la bataille décisive dans laquelle la majorité du 6 juillet subira, selon toute vraisemblance, un redimensionnement sensible.

IL N'Y A PAS DE SOLUTION DE RECHANGE

Le Mouvement Européen, quant à lui, et dans les limites de ses forces, est pleinement disposé à jouer un rôle de soutien de l'initiative parlementaire et de mobilisation de l'opinion publique, comme celui qu'il joua aux moments les plus importants de son histoire pour le démarrage du processus d'intégration et pour ses principaux développements. La conscience de l'extrême dif-

ficulté de cette tentative dans les conditions politiques actuelles de bon nombre de pays membres doit être, à mon avis, tempérée par la conscience de sa nécessité absolue et de l'absence de solution de rechange. Rappelons-nous l'ironie que beaucoup d'hommes politiques importants démontrèrent, pendant des années et des décennies, vis-à-vis de ceux qui, comme le Mouvement Européen, insistaient pour exiger une élection directe du Parlement Européen. Il y a des batailles qui durent longtemps et qui vont au-delà du succès et de l'insuccès immédiats et qui s'alimentent, parfois, de ce même insuccès. Nous devons être conscients que ce que votre Commission fait actuellement personne d'autre ne peut le faire.

Le seul fait que vous existez et que vous agissez oblige les forces politiques nationales à affronter un problème embarrassant mais décisif; vous le tenez présent dans la conscience de l'opinion publique ou, tout au moins, de ses secteurs les plus qualifiés, en contrastant le terrain de la désagrégation. Dans un monde où la crise du pouvoir bipolaire devient, sous nos yeux, une prolifération incessante de conflits locaux et une menace constante pour notre sécurité, vous offrez ainsi un point de référence pour ceux qui croient encore que le seul espoir de construire un équilibre moins précaire passe à travers l'acceptation de nouvelles responsabilités économiques et politiques de la part de notre Europe.

La crise mondiale vue par M. Debré

On parle partout de crise, c'est le mot-clé de la dernière décennie. Crise économique d'abord, crise politique ensuite, et surtout crise des valeurs. En dépassant les limites d'un seul pays ou d'une zone géographique, le monstre qui a nom crise économique (dont l'une des têtes s'appelle inflation et l'autre chômage) ravage l'Europe entière sans tenir compte des différences idéologiques et de système socio-politique. Nivellement? Egalité dans la décadence? Misère commune? Non, heureusement nous n'en sommes pas là! L'Europe est divisée en deux du point de vue de la faim aussi: il y a une Europe hantée par le spectre de la famine, et une seconde Europe qui - malgré la crise économique - prête à la première une importante partie de sa nourriture; une

Europe endettée et fière de son socialisme réel qui l'a jettée dans le précipice de la misère, et une Europe encore riche mais déchirée par les doutes à propos de son système socio-politique auquel elle doit en fin de compte son bien-être.

Journalistes et écrivains, hommes politiques et philosophes, économistes et sociologues du monde libre s'efforcent de comprendre la crise générale que nous traversons, ses causes et ses remèdes. Expliquer la crise européenne par la crise mondiale est commode - et en partie vrai - mais ne suffit pas. Ne reproduisent ci-dessous l'interprétation qu'en a proposé récemment dans les pages du «Monde» un homme politique français de première grandeur: Michel Debré.

Le point de départ de ses réflexions est un rapport du Fonds monétaire international et la constatation que le gouvernement français a enfin voulu ouvrir les yeux sur la réalité du pays et admettre que la France vit en crise.

Après avoir décrit «*les problèmes généralisés de forte inflation, de faible croissance et de chômage*» et les efforts d'«*ajustement des balances de paiement*» tentés ici et là, le récent rapport du Fonds monétaire international conclut en ces termes: «*L'examen de l'évolution de l'économie mondiale démontre que les gouvernements des pays membres sont toujours aux prises avec des problèmes économiques difficiles*».

Nous pouvons créditer le gouvernement actuel d'un résultat psychologique: avec l'ardeur du néophyte qui découvre une réalité longtemps refusée, il a fait comprendre à l'opinion que nous vivions en «*crise*».

Cependant, qu'il s'agisse des propos du Fonds monétaire international ou de ceux de nos dirigeants, un doute subsiste. L'analyse de ces «*problèmes généralisés*» est-elle suffisante? A cette question, la réponse est négative. L'analyse demeure économique et les remèdes envisagés sont avant tout d'ordre budgétaire, monétaire, salarial. Loin de moi l'idée de contester la valeur des efforts entrepris, ici et là, contre l'inflation. Leur nécessité est évidente. Cependant, fussent-ils réussis, comme on se doit de le vouloir, leur insuffisance éclate, ne serait-ce qu'au regard de ce fléau qui a nom chômage.

A la réflexion, les mesures préconisées par le Fonds monétaire international sont toutes nécessaires et toutes insuffisantes. Le politique doit donc aller plus loin dans l'analyse. C'est alors qu'il découvre que

l'économie mondiale est gravement affectée par de nombreux phénomènes politiques et sociaux, dont les principaux sont le surarmement des grandes puissances, le vieillissement des nations occidentales et les stratégies de pays extérieurs au monde occidental. A ces phénomènes, les nécessaires réponses économiques ne peuvent être suffisantes ni satisfaisantes.

LES CAUSES SONT POLITIQUES ET SOCIALES

Surarmement: la part de la production américaine et russe consacrée à l'effort militaire dépasse les limites de la raison. Voilà certes qui crée des activités industrielles et des emplois, mais qui entraîne une conséquence disproportionnée à son bénéfice économique: le travail humain pour des produits qui ne sont pas destinés à la vente et à la consommation crée une part de pouvoir d'achat artificiel, insupportable sur une large échelle. En raison du caractère dominant des deux économies intéressées, on constate, en régime socialiste, une cause supplémentaire de bas niveau de vie et, en Occident, une forte inflation.

Vieillessement des pays occidentaux: le non-renouvellement continu des générations dépasse également les limites de la raison. Voilà qui est vrai par comparaison avec l'explosion démographique ailleurs. Voilà qui est vrai en soi. Aux conséquences politiques externes, l'insécurité, aux conséquences

sociales internes, le déséquilibre entre vieux et jeunes, s'ajoutent des conséquences économiques. La consommation et la production sont freinées par une diminution d'enfants, puis d'adultes que ne compense pas l'allongement de la vie humaine. La diminution prochaine de la population active marquera d'autant plus durement notre production qu'elle est accrue par les erreurs d'éducation qui détournent les jeunes de certains métiers de base.

Stratégie des pays non occidentaux: leur diversité est grande, mais elles s'additionnent. Stratégie de conquête de marchés, dont l'exemple le plus sensationnel est celui du Japon. Stratégie d'attraction des investissements et des technologies par l'appât d'une main-d'oeuvre à la fois habile, productive et médiocrement rémunérée: les exemples sont multiples, notamment en Extrême-Orient. Stratégie de monopole, dont les pays producteurs de pétrole, de l'Amérique du Sud à l'Arabie, sont, depuis dix ans, l'exemple le plus net. Stratégie d'emprunts à tout va, et sans espérance de remboursement, dont on trouve des exemples typiques sur tous les continents.

D'une vue d'ensemble de ces trois phénomènes, une conclusion doit être tirée; *les causes des «problèmes généralisés d'inflation, de faible croissance et de chômage»*, pour reprendre les termes du rapport présenté par le Fonds monétaire international, *sont des causes politiques et sociales*. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles sont durables.

UN MESSAGE INSUFFISANT

Alors, il ne suffit plus de faire comprendre aux Français qu'ils vivent une crise économique. Le message est insuffisant. Il ne suffit même pas de réclamer un nouvel ordre monétaire, car l'anarchie des monnaies, avant d'être une cause, est une conséquence. Il faut constater et expliquer que cette «crise» est la conséquence de faits politiques et sociaux d'une extrême gravité et qui ne disparaîtront pas d'eux-mêmes, ni prochainement. Les faits exigent de chaque nation la prise de conscience d'une nouvelle époque marquée par la vivacité d'une com-

pétition à caractère belliqueux, donc impitoyable. On comprend la timidité de nos dirigeants, car cette prise de conscience qu'ils hésitent à formuler, comme leurs prédécesseurs hésitaient déjà à le faire, obligerait à une révision déchirante des idées communément admises.

Il s'agit, non de prolonger les loisirs, mais de mettre la nation au travail, non d'alourdir la production par un excès de charges, mais de la soulager, non d'augmenter artificiellement la consommation, mais de favoriser la modernisation de l'outil de travail et de production, non pas de décourager l'esprit d'entreprise, mais de reconnaître la valeur sociale des ambitions individuelles, non pas d'abaisser écoles, professeurs et programmes, mais de relever le niveau de notre enseignement, sans craindre l'indispensable sélection, non de pénaliser la mère de famille, mais de la favoriser. Au-dessus de ces orientations déterminantes, non pas prôner la lutte de classes, soit par conservatisme, soit par subversion, mais affirmer la foi de la nation en son unité et en sa force.

D'où la question la plus actuelle, la vraie et grave question: la démocratie, dans le déroulement habituel de ses règles, et des influences qui s'exercent d'une manière déterminante sur le pouvoir, est-elle en mesure de donner priorité à la puissance nationale, facteur essentiel de succès? Que répondront à cette question les démocraties et notamment la nôtre, alors qu'il est clair que le renouveau national est une condition pour agir sur le plan international, par l'exemple, la parole et l'action?

Présentement, les bonnes réponses sont peu nombreuses. Et nous ne figurons pas dans la liste.

Dans un monde qui bute sans cesse sur des conflits militaires et des attentats terroristes, sur des heurts idéologiques et raciaux, sur des coups durs financiers et monétaires, le fait de ne pas analyser ni expliquer les causes politiques des difficultés de notre temps nous conduit par refus de redressement national à la crise première, celle de la démocratie et de la République.

Michel Debré

Constat d'échec

La politique de détente est à l'agonie

Du fait de la division de la Pologne, on avait administré au siècle, par l'«atrocité d'un gouvernement barbare», une plaie profonde. Le «monde moral» se voyait replongé à l'ère des Borgia. Cette remarque n'est pas due à Ronald Reagan, mais à John Adams, le second président des USA, dans une lettre adressée à son successeur Thomas Jefferson; il était question du 18^e siècle, auquel les deux appartenaient et auquel ils accordaient une place d'honneur dans l'histoire en tant qu'ère «éclairée», qu'ère des sciences.

En ce qui concerne la Pologne, les choses n'ont pas tellement changé en l'espace de deux siècles. Du fait de l'atrocité d'un gouvernement barbare, elle est encore une pierre d'achoppement pour le monde moral. Si l'on voit s'assombrir le ciel de nos attentes, qui s'était éclairci au cours des années 70 et qui paraissait promettre une longue période de beau temps pour la politique mondiale, les intempéries politiques de Pologne y contribuent dans une grande mesure.

Elles ont déjà nui à la chose qui devait rendre l'Europe moins sensible aux chutes du baromètre politique: la conférence de sécurité et de coopération, ou «le processus d'Helsinki».

Le chef de la délégation américaine auprès de la CSCE, Max Kampelmann, n'a laissé planer aucun doute, dans son interview accordée à notre journal, sur le fait qu'il s'attend, tout comme les Soviétiques, à un heurt entre les superpuissances dans le cadre de la conférence-bilan de Madrid. On ne peut guère admettre que cette manifestation deviendra autre chose que le bal de clôture de la période de détente. Il ne s'agit plus que d'imputer les responsabilités pour la fin de cette époque. Les deux superpuissances s'y préparent.

Contrairement aux Européens, Washington et Moscou considèrent la politique de détente comme ayant en grande partie échoué. Washington voit dans l'invasion de l'Afghanistan, dans la répression de «Solidarité» et dans l'armement effréné des Soviétiques des preuves du fait que la nature agressive du système soviétique n'a pas changé. Le Kremlin voit lui aussi ses attentes déçues: il n'a pas réussi à séparer l'Europe de l'Amérique; et il n'a pas été en mesure de préserver son empire d'Europe orientale de secousses internes, grâce à la consolidation des frontières d'après-guerre. Le prix qu'il fallait payer à cet effet s'est avéré trop élevé. La revendication d'allègements humains et de libertés, considérés par les Occidentaux comme une contrepartie pour la reconnaissance des frontières, dans l'acte final d'Helsinki, a développé une explosivité étonnante. Avec la politique de la délimitation, avec la répression des dissidents à Moscou et des ouvriers en Pologne, les dirigeants soviétiques ont pu certes endiguer le danger, mais en même temps, ils ont détruit la confiance qui constitue la condition préliminaire à une politique de détente et de contrôle des armements.

C'est ainsi que la politique de détente a été mise en situation d'attente. L'Amérique est retombée vers les idées de l'endiguement et la gérontocratie soviétique, conduite par un Brejnev malade et sénile, ne trouve rien de mieux que les instruments classiques de la puissance: davantage d'armes, nouvelles constellations des puissances. Le discours de Leonide Brejnev devant des officiers généraux permet de reconnaître que les Soviétiques ne misent plus guère d'espoirs sur les négociations sur le contrôle des armements avec les Américains, mais qu'ils se préparent à la grande course. A cet effet,

il leur faut les arrières libres, du fait aussi de leur potentiel économique limité. En 1969, les combats entre Russes et Chinois sur les rives de l'Oussouri avaient incité Brejnev à tenter la politique de détente, afin de calmer le front Ouest. Et à présent, le flirt pour les faveurs de Pékin doit servir à pacifier le front Est, pour le cas de nouvelles tensions à l'Ouest. Mais pour le moment, le fait de jouer la carte chinoise n'est qu'une simple tentative ou même un bluff.

Lors de la rencontre de Madrid, les Européens ne pourront guère empêcher les superpuissances de congeler le fameux «esprit d'Helsinki». Le sens de la conférence est de s'entretenir du stade de la réalisation de l'acte final. Mais tant qu'il y aura la loi martiale en Pologne et que la répression sera renforcée dans le bloc oriental, on ne trouvera guère de point final positif. Max Kampelmann a clairement exprimé l'attitude des Américains: ils ne voient aucune

possibilité de se livrer à un «business as usual»; ils ne veulent pas laisser la conférence se traîner interminablement, mais préfèrent visiblement un ajournement d'une certaine durée, peut-être même de plusieurs années.

Les Européens ne veulent pas encore se faire à cette idée; ce sont surtout Bonn et Paris qui craignent pour leur enfant chéri, la conférence européenne sur le désarmement. Mais tant que les entretiens des superpuissances sur le contrôle des armements resteront dans l'impasse, cet enfant ne sera guère viable. Comme la rencontre de Madrid ne réduit pas les tensions, qu'elle les renforce même par le biais d'accusations réciproques, la proposition américaine apparaît pour le moins raisonnable: éviter que l'acte final d'Helsinki ne soit déchiré, le conserver pour un avenir meilleur.

Dieter Schröder

(Süddeutsche Zeitung, 2 novembre 1982)

FONDATION EUROPEENNE DRAGAN et
UNIVERSITE POPULAIRE ROMAINE

L'EUROPE A LA DECOUVERTE DU MONDE

Cycle «L'Esprit Europe»
Rome, le 11 novembre 1982

Conférence du Pr Ruggero Maria Ruggeri, de l'Université de Rome, sur le thème: La Révolution de l'Orient Asiatique

Si nous voulions réduire l'Europe à Venise et à la période la plus significative et la plus féconde (comme elle le fut effectivement) de la révélation de l'Orient asiatique au XIII^e siècle, c'est-à-dire au siècle de Marco Polo, nous pourrions immédiatement nous référer à deux circonstances spécifiques.

D'un côté, le déferlement des hordes tartares de Gengis Khan dans les terres oc-

cidentales, jusque même sur l'Adriatique, suivies de la renommée qu'elles s'étaient ouvert les portes au-delà desquelles étaient installés, dans le lointain Orient scythique, inaccessible et mystérieux, des peuples diaboliques et sauvages.

De l'autre côté, le retour à Venise, après l'expérience aventureuse aux confins du monde, de Marco Polo, c'est-à-dire de celui que Humboldt définit le plus grand

voyageur de tous les temps, accompagné de son père et de son oncle.

Giovanni Battista Ramusio, vénitien illustre de la première moitié du XVI^e siècle, raconte, dans une édition amplifiée du *Milione*, que les trois Polo «apparaissaient métamorphosés dans leur effigie» en raison de la longueur et des difficultés du voyage; ils «représentaient un je-ne-sais-quoi de tartare sur leur visage et dans leur façon de parler, ayant presque oublié la langue vénitienne». Et «leurs vêtements étaient tristes et faits de gros draps, à la façon des Tartares». Mais au cours d'un banquet somptueux, ils s'habillèrent avec des velours et un damas cramoisi et Marco, en défaisant les ourlets et les doubles coutures des draps grossiers qu'il portait auparavant, en sortit «une grande quantité de pierres très précieuses: des rubis, des saphirs, des diamants et des émeraudes» achetés grâce aux dons généreux du Grand Khan.

Ces deux circonstances sont doublement, bien que différemment, emblématiques pour l'Europe qui envoyait, à cette époque, ses voyageurs, ses missionnaires, ses marchands à la découverte du monde asiatique inconnu et lointain. Dès 1237, des nouvelles parvenues à Rome de Hongrie annonçaient que les Mongols s'étaient mis en marche vers le centre de l'Europe en poursuivant des visées de conquête universelle. En 1240, ils envahissaient la Russie et la Galicie; en 1241, la Silésie et la Hongrie; même Venise tremble à l'arrivée du «péril jaune» dans ses eaux. Leurs gestes - a-t-on remarqué - apparaissaient à la Chrétienté non seulement comment étant sauvagement féroces, mais également incompréhensibles. La destruction systématique des villes et des cultures, les massacres de populations entières qui accompagnaient l'avance de ces conquérants invincibles sont le signe d'une barbarie qui n'a pas d'égal. Un impact, donc, nettement négatif et dissuasif pour l'Europe déjà violemment secouée par plusieurs guerres et par des rivalités internes, même si ce sont justement celles-là qui modifieront, à travers l'évolution des événements, les attitudes et les jugements des Européens vis-à-vis des Tartares.

Mais il y a, également, le revers de la médaille. Il y a l'impact séduisant et positif

des tissus de velours et de damas, des pierres précieuses de toute sorte que les Polo s'étaient procuré au cours de leur voyage et de leur séjour à la cour mongole de Kobily Khan. Christophe Colomb, lui-même, fut attiré et conquis, près de deux siècles plus tard. Il se convainquit, à la lecture du *Milione*, qu'il annota personnellement, «qu'il devra aborder, en cherchant le Levant pour le Ponant, sur les îles et sur les côtes de l'Asie de Marco Polo»; il imaginait trouver là-bas autant de richesses et de trésors que ceux que décrit le voyageur vénitien dans son livre que Colomb estimait comme absolument véridique.

Il espérait donc retourner dans son pays, lui et ses compagnons, en ramenant:

«de si grosses pièces d'or que pour les porter
«ils avaient dû les charger dans un chariot;
«des perles, les rubis, les brillants
«ils les gardaient dans leurs mouchoirs.

Ce sont des vers de Cesare Pascarella qui semblent évoquer les récits de Ramusio. Christophe Colomb trouva, ou plutôt découvrit tout autre chose, comme chacun le sait. Mais peu importe ici de souligner son erreur; il faut, par contre, apprécier l'obstination, l'entêtement, le fanatisme avec lesquels il fut fidèle à l'idée du Cathay qu'il fallait rejoindre «par le Ponant». C'est ainsi que le sort posthume - et historique - de Marco Polo, vécu à travers l'expérience du navigateur génois, voulut, à juste titre, que «une chance comme celle qui frappe et qui revient aux grands hommes», le touche personnellement, lui son disciple lointain et convaincu.

Il ne manque d'ailleurs pas un exemple des plus actuels démontrant que l'oeuvre d'un voyageur du moyen âge peut être considérée comme valable, aujourd'hui encore, pour suggérer des entreprises même dans un but commercial et économique: je pense aux journées d'études historiques et économiques sur Odoric de Pordenone, organisées par sa ville natale dans le but «d'orienter ses industriels vers les routes parcourues autrefois par le bienheureux franciscain et son bourdon». Parti d'Italie vers 1318 (une trentaine d'années, donc, après Marco Polo), Odoric parcourut la route des Indes

pour rejoindre en Chine son confrère Giovanni da Montecorvino, depuis peu nommé archevêque de Pékin; son journal rédigé en 1330 est caractérisé par un «accent incomparable de vérité biographique» qui a permis de le considérer, sous certains aspects, plus précis et plus digne de foi que le livre de Polo.

Toujours au sujet de l'Orient asiatique se révélant à l'Europe - et toujours en considération des tentatives réitérées que «les Latins du bas moyen âge effectuèrent pour évangéliser les terres lointaines, de Marco Polo à Odoric de Pordenone, de Giovanni da Pian del Carpine à Guillaume de Rubroek - permettez-moi de rappeler enfin Matteo Ricci. La presse quotidienne s'est occupé de lui il y a une quinzaine de jours: le pape Jean-Paul II est en effet intervenu avec un discours approfondi et documenté, lors de la clôture des Journées nationales d'Etudes sur Ricci, qui se sont déroulées à l'Université de Macerata et à l'Université grégorienne de Rome, à l'occasion du cinquantième centenaire de l'arrivée en Chine de ce grand missionnaire jésuite.

Révélation de l'Orient asiatique à l'Europe: en effet, un de ces nombreux ouvrages, *l'Histoire de l'introduction du Christianisme en Chine* abonde, comme celui de ses prédécesseurs que nous venons de rappeler, en pages fines et vivantes. On croirait lire, de temps à autre, un reportage moderne, plein de curiosités de toutes sortes, dans lequel l'annotateur «démontre un regard attentif et pénétrant dans la réalité dans laquelle il est immergé». Mais l'on peut également parler, dans ce cas, de révélation et, peut-être, de découverte du monde européen par le monde asiatique, car Matteo Ricci fut le premier - comme l'a clairement relevé le pape - «qui réussit à s'insérer dans le vif de la culture et de la société chinoise, en faisant connaître à ce grand pays la science et la technique de l'Europe, tout comme il a fait connaître à l'Occident, la civilisation et les richesses culturelles du peuple chinois. Il est d'ailleurs fondé de supposer que les prédécesseurs de Ricci apportaient en Orient, eux aussi, des nouvelles très variées (y compris, éventuellement, celles de nature culturelle, technique et scientifique) concernant le monde européen, bien qu'il ressort,

d'après leurs comptes rendus, qu'on leur demandait surtout des renseignements sur les formes de gouvernement et sur les alliances, sur l'Empereur et sur le Souverain Pontife, sur les têtes couronnées et sur les potentats de notre continent. Ce n'est pas sans raison que Giovanni da Pian del Carpine, Marco Polo et Odoric de Pordenone furent envoyés par le pape et Guillaume de Rubroek par le roi de France Louis IX.

Tous ces missionnaires (et, dans un certain sens, Marco Polo le fut lui aussi) écrivirent ou dictèrent leur mémoires surtout en latin, en italien (celui du *Milione*, en toscan qui est déjà la langue de Dante) et en français.

Ceci signifie que grâce à la multiplication et à la diffusion extraordinaires des manuscrits et à leur traduction pratiquement immédiate en d'autres idiomes européens, tout le Continent prit contact, à des niveaux sociaux et culturels différents, avec ce que l'on pouvait facilement définir les «merveilles du monde».

Si l'on accepte la qualification finement formulée du livre de Marco Polo comme «le lieu où le merveilleux touche l'expression la plus haute, celle de la réalité», nous aimerions ajouter que pour nous il est également le lieu où l'invention (du latin *invenire* = trouver) récupère et revendique son essence la plus authentique et primordiale qui est celle pour laquelle elle devient la base et l'incitation à un récit où l'élément stupéfiant ou miraculeux, le thrilling et l'aventure coexistent, sans aucune différence de style et de narration, avec des épisodes de vie authentiquement et péniblement vécus, avec des nouvelles et des faits vérifiés et décrits pour la première fois - toutes des qualités, d'ailleurs, que Marco Polo a en commun, mais dans une proportion certes diverse, avec ses prédécesseurs et ses successeurs immédiats. Soit et curiosité, fascination et crainte (parfois il s'agit presque d'une panique sacrale de l'inconnu et de l'inexploré) appartiennent à tout individu et à toute époque; mais, surtout, ils trouvaient, au moyen âge, de quoi se repaître et se nourrir abondamment. *L'homo europaeus* pouvait, désormais, se sentir et se juger soi-même en contact ou en contraste, dans le bien et dans le mal, avec une humanité très différente,

jusque même dans la couleur de la peau: parfois féroce ou monstrueuse (cynocéphales, pygmées, pithécantropes); parfois, pratiquant des rites sanguinaires et dignes du plus grand respect comme le courage, le sens de l'amitié et de la fidélité, le culte pour un idéal de sobriété, de méditation, d'ascèse religieuse, desquelles les chrétiens européens auraient eu beaucoup à apprendre.

Quelqu'un a remarqué que la nouvelle de Marco Polo reporte, dans la description de la vie de Bouddha, des caractéristiques qui rappellent celles de saint François d'Assise et de ses *Fioretti*.

De ce point de vue - et indépendamment des résultats qui suivirent - la doctrine franciscaine naissante (Giovanni da Pian del Carpine était contemporain et disciple du «Poverello» d'Assise) n'eut pas tort de se diriger vers des terres de mission, qui semblaient prédisposées à l'accueillir et à l'assimiler.

Mais il ne faut pas croire que l'Europe dut attendre le moyen âge pour acquérir des notions et entamer des contacts directs avec le lointain Orient. Les témoignages sur des voyages en Egypte et en Asie au V^e s. av. J.-C., qu'Hérodote rapporte dans son *Histoire*, ont été en grande partie confirmés par les géographes modernes et par des découvertes archéologiques: les fouilles dans la région de l'Altaï ont mis à jour des vases, des bijoux et des armes d'origine grecque des VI^e et V^e s. av. J.-C.

Un siècle plus tard, Hérodote et les conquêtes d'Alexandre le Grand confirment les renseignements de l'historien grec, du Caucase à l'Arabie, du golfe Persique à l'océan Indien. Les entreprises du Macédonien, enrichies d'éléments légendaires et imaginaires, sont célébrées dans un «roman» qui connut, en Europe, une diffusion extraordinaire; mais il fut connu, également, en Ethiopie, en Syrie, en Iran et même en Mongolie. Marco Polo lui-même en fait mention en recueillant également des traditions locales: il cite, entre autres, dans *Il Milione*, la «Porte de fer» au-delà de laquelle Alexandre aurait enfermé les Tartares pour défendre le «passage» entre la mer Caspienne et les montagnes caucasiennes. On manquait donc, à l'époque du Macédonien, de renseignements sur ces peuples et sur ces

terres, en particulier sur la Chine, mais au I^{er} s. apr. J.-C., déjà, Marin de Tyr en recueille pas mal auprès des marchands grecs qui suivaient les pistes caravanières de l'Asie.

C'est ainsi que commencent à apparaître dans ses cartes géographiques et dans celles de son successeur, Ptolémée, là où l'on pensait qu'il n'existait que les Scythes anthropophages, «le grand pays des Seri, c'est-à-dire la Chine du Nord, tandis qu'une nouvelle région, la Sine, prenait place sur les côtes, là où, aujourd'hui, s'étendent le Siam et le Cambodge».

Les Séris, ou Seres, n'étaient, par ailleurs, rien d'autres que les Chinois fabricants de soie, que les Romains rejoignaient, dès les premiers temps de l'Empire, en suivant la voie de l'époque, justement, la «voie de la soie». Elle nous apparaît deux fois millénaire et c'est «celle qu'ont parcouru, après Auguste et, peut-être, avant lui, jusqu'à Marco Polo, des millions d'hommes, des milliers d'Européens, une immense multitude dont le bruit en marche semble avoir à peine effleuré les oreilles de l'histoire»: il s'agissait des marchands grecs et romains, les prédicateurs indiens, des pèlerins chinois, des négociants génois et vénitiens, des missionnaires du XVIII^e siècle». Et chacun commerçait dans des produits particuliers: les Chinois dans la soie et dans le fer sérique (c'est-à-dire, probablement, dans des couronnes d'acier pur) et, plus encore, dans les fourrures, le bois de santal, les épices, le papier, l'huile pour la peinture; les Grecs et les Romains, dans le corail rose, l'ambre jaune, les écailles de tortue, les tissus de laine; les Indiens, dans le poivre, les clous de girofle, les drogues, l'ébène, les encens et les cornes de rhinocéros.

Nous ne voulons pas, d'autre part, retirer à deux moines de l'époque de Justinien, le mérite que leur attribue la tradition, c'est-à-dire celui d'avoir ramené en Occident, dans le creux de leurs bâtons, les oeufs du ver à soie, ni à Marco Polo le mérite d'avoir introduit dans l'art culinaire italien, «la coutume riche» - comme dirait Dante - des clous de girofle.

A propos d'épices et de drogues on pourrait même développer ici un autre discours, intéressant et complexe, en se

référant, justement, à la «route des épices» qui, contrairement à celle de la soie, n'était que maritime. Citée après la conquête d'Alexandre le Grand, elle entra dans la géographie officielle aux temps d'Antoine et de Cléopâtre: au début de notre ère, 120 bateaux, environ, partaient annuellement pour l'Inde, des bateaux ptolémaïques, puis indiens, qui remontaient jusqu'au delta du Gange. Des drogués avec du haschisch - ne serait-ce que pour se référer à l'un des exemples les plus connus à l'information et aux anecdotes du moyen âge - étaient les disciples du Vieillard de la Montagne, appelés pour cette raison *assassins*, = consommateurs de braschisch) fidèles jusqu'à la mort à leur chef et prêts à exécuter pour lui n'importe quel délit. Marco Polo en parle longuement.

Avec le Vieillard de la Montagne, comme avec Gengis Khan, nous entrons dans la période où la légende cède, en Europe, la place à l'histoire, et le dogmatisme des cosmographes occidentaux, fondé sur des nouvelles éparses et fragmentaires, est substitué par des expériences réelles et directes. Il est désormais connu, dans la littérature romane, ou s'est mieux affirmé et défini, un «genre particulier», le genre «odéporique», c'est-à-dire des voyages, des itinéraires, des explorations ayant pour but, disons-le même, ce qu'Ulysse dantesque qualifiera «le monde sans personne».

Il désire ardemment, «pour suivre vertu et connaissance», le rejoindre et le voir avec ses propres yeux. Et ce qui lui fut interdit, ne fut certes pas interdit aux voyageurs et aux missionnaires, aux marchands et aux aventuriers de l'époque de Dante. Il persistait, cependant, même à cette époque, pour de nombreux Occidentaux, une image de l'Orient qui ne pouvait pas ne pas inspirer désarroi et crainte, car elle était personnifiée par des figures comme celles que nous venons de citer: le Vieillard de la Montagne et Gengis Khan. Le premier, un chef charismatique, dont les disciples et les sicaires semblent vouloir constituer une grave menace jusque même pour la vie de Saladin et d'Edouard d'Angleterre, de Louis IX et de Frédéric II et que les Croisés du Levant purent, toutefois, espérer de convertir à la foi du Christ; l'autre, un condottiere in-

vincible, raison pour laquelle on avait craint, dès le milieu du XIII^e siècle, «que la fin du monde était proche et que Gog et Magog et les armées de l'Antéchrist étaient sorties de leurs prisons au milieu des montagnes asiatiques pour détruire la chrétienté et conquérir la totalité du globe terrestre». Mais, ensuite, la terreur s'était atténuée pour céder la place à la conviction que les Mongols auraient pu être des alliés utiles pour abattre le pouvoir de l'Islam. En effet, ils avaient réussi à anéantir, en 1221, un grand Etat musulman de la Perse (considérée, à partir de Darius, le principal ennemi de l'Occident grec, romain et chrétien); en 1258, Hulagu, petit-fils de Gengis Khan, avait pu conquérir Bagdad et en supprimer le khalifat. Il est inutile de dépenser des mots, d'autre part, pour rappeler combien longuement et avec quel acharnement l'Europe romane du moyen âge (que l'on pense surtout à la France, à l'Espagne, à l'Italie) poursuivit la lutte contre les mahométans, considérés comme les infidèles par antonomase. Ils l'étaient - pour ne pas en citer d'autres - pour l'auteur de *La Chanson de Roland* et pour celui du Poème du Cid; ils l'étaient, en Italie, pour la littérature populaire épico-chevaleresque de matière carolingienne, des antiques poèmes du bas moyen âge au *Morgante* de Pulci et au-delà; ils le sont en plein, souvent plus que les Persans, les Mongols et les Chinois bouddhistes, pour Marco Polo et pour ses prédécesseurs missionnaires parmi ces populations.

Toutefois, dans ce cas également, les guerres d'agression et de conquêtes, les différences éthico-religieuses entre chrétiens et musulmans n'empêchent pas, voire même favorisent parfois les contacts personnels, les relations culturelles. Si nous nous limitons à l'Italie, il faut avant tout tenir compte que la Cour de Sicile, où les Arabes jouissent d'une grande considération et travaillent pour en accroître la splendeur et la renommée, du point de vue spécifique, également, des sciences géographiques. La carte du Monde, dite *Daira*, commandée par des géographes arabes à l'époque de Roger II, coûta quinze ans de travail (1139-1154), en réalité pas tellement pour fondre et graver, entre autres, un énorme disque rond en argent massif, pesant 145 kilos, où étaient tracés terres, mers,

frontières, villes, nations, fleuves, montagnes et autres.

La *Daïra* fut complétée par un volumineux texte écrit, où le grand géographe arabe al-Idrisi, qui vécut, lui aussi, à la Cour de Sicile, en résumait le contenu et ajoutait 70 cartes particulières qui formaient, à leur tour, ce que l'on appelait *Tableau itinéraire idrisien*, tandis que toute l'oeuvre (dont il existe plusieurs manuscrits arabes, résumés ensuite en latin, en espagnol et en italien) était intitulée: *Récréation de l'homme curieux de connaître à fond les différentes régions du monde*.

L'homme devait être curieux, surtout l'Européen; et cette fois, il pouvait se sentir intégré, dans une certaine mesure, non seulement dans la civilisation arabe, mais également - même si c'est dans une plus faible mesure - dans la civilisation orientale. En effet, les descriptions, les illustrations, les renseignements des géographes musulmans, bien que lacuneux, et parfois inexacts, provenaient cependant toujours - et l'Européen en était conscient - d'un peuple qui avait eu et avait des contacts intenses et directs avec l'Orient (pour des raisons culturelles, religieuses, commerciales, guerrières), peut-être plus que tout autre peuple occidental.

Nous voudrions donc dire que la découverte, par l'Europe, de peuples et de personnages initialement craints ou contrecarrés, conduisit presque toujours, en un deuxième temps, à la tentative plus ou moins réussie, de les gagner à sa propre cause, de les convertir au christianisme ou, tout au moins, d'en exploiter la culture, la science, le génie créatif.

Aux Arabes succédèrent, en Sicile, les Normands, c'est-à-dire ces «hommes du Nord» qui transfusèrent dans la civilisation qu'ils avaient créée «une force qui avait survécu, même si elle était oubliée et loin-

taine, de l'esprit aventureux qui avait conduit leurs ancêtres, les Vikings, de ce côté des mers et de l'Océan. Cet esprit «d'aventures exploratives héroïques et prodigieuses» devait survivre chez leurs descendants, c'est-à-dire justement chez les Normands christianisés et civilisés qui «le portaient avec eux, pour se rencontrer dans le monde méditerranéen avec la formation culturelle et noble, vaste et variée qui engendra la civilisation européenne du moyen âge». C'est, comme nous l'avons à peine rappelé, la civilisation dans laquelle s'insère l'apport des Arabes; la civilisation pour laquelle l'entreprise de Marco Polo écrit un nouveau chapitre créatif de l'histoire humaine et, en particulier, de l'histoire de notre vieux continent, vieux et pourtant anxieux à l'époque - et souhaitons qu'il le soit encore - de se renouveler, en encourageant ou en approfondissant, dans des terres lointaines, la connaissance d'usages et de traditions différentes des siennes et, éventuellement, de les adapter à sa manière de voir ou de vivre.

Mais le discours que nous avons tenu jusqu'ici voudrait documenter - et nous laisser espérer - que sur le plan de la culture et des relations humaines, l'entente et l'échange peuvent être pratiqués et sont valables dans les deux sens. Ce n'est qu'ainsi que l'histoire sera en mesure d'enregistrer bien plus de rencontres que d'affrontements entre les peuples, et de tracer au progrès humain une route où il sera toujours plus souvent possible de connaître un ami à embrasser plutôt qu'un «ferum victorem» à civiliser. Il faut, d'ailleurs, que nous en soyons bien convaincus: il n'existe pas, parmi les individus, comme parmi les nations, de signe ou de gage de coexistence civile meilleur qu'un embrassement sincère.

R. M. Ruggeri



«INCONTRI DI LATINITÀ»

Cours de latin parlé 1983

Ce cours de latin, arrivé à sa huitième édition, représente une méthode d'étude basée sur l'usage parlé de la langue et est tenu sans employer aucun manuel.

Bien que fondées sur l'étude orale, les leçons ont pour but principal de faire apprécier aux élèves, à travers la lecture des textes classiques, la beauté de la langue latine, et par conséquent de leur fournir l'accès direct à l'immense trésor littéraire qui a contribué dans une si large mesure à la formation de la pensée et de la culture européennes.

Le système employé s'est démontré approprié aussi bien à ceux qui désirent reprendre l'apprentissage du latin dont ils possèdent déjà quelques notions plus ou moins

récentes, qu'à ceux qui aspirent à la perfection. Le cours se propose essentiellement de donner aux élèves la faculté de s'exprimer oralement en employant le latin comme langue vivante.

Le cours a lieu tous les mardis et vendredis, de 17^h30 à 18^h30, auprès du siège de la Fondation Européenne Dragan, à Rome, Foro Traiano 1/A. Première leçon, mardi 18 janvier 1983. La durée du cours comprendra 30 leçons. L'inscription est gratuite, auprès du siège de la Fondation. Un diplôme-attestation de fréquence sera délivré aux participants.

Le cours sera complété par des conférences sur les grands écrivains latins.

«La lingua latina e la cultura europea»

La Fondation Européenne Dragan et l'Université Populaire de Rome, dans le cadre des «Incontri di latinità» qu'ils organisent depuis huit ans, annoncent l'ouverture du cycle 1983 par une cérémonie inaugurale organisée en collaboration avec le Comité International pour l'Unité et l'Université de

la Culture.

Les professeurs Luigi Giannaccari et Sorin Stati parleront sur «La langue latine et la culture européenne», jeudi 13 janvier 1983, à 18^h, dans la salle de conférences de la Fondation Européenne Dragan: Rome, Foro Traiano 1/A - Palazzo Roccagiovane.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

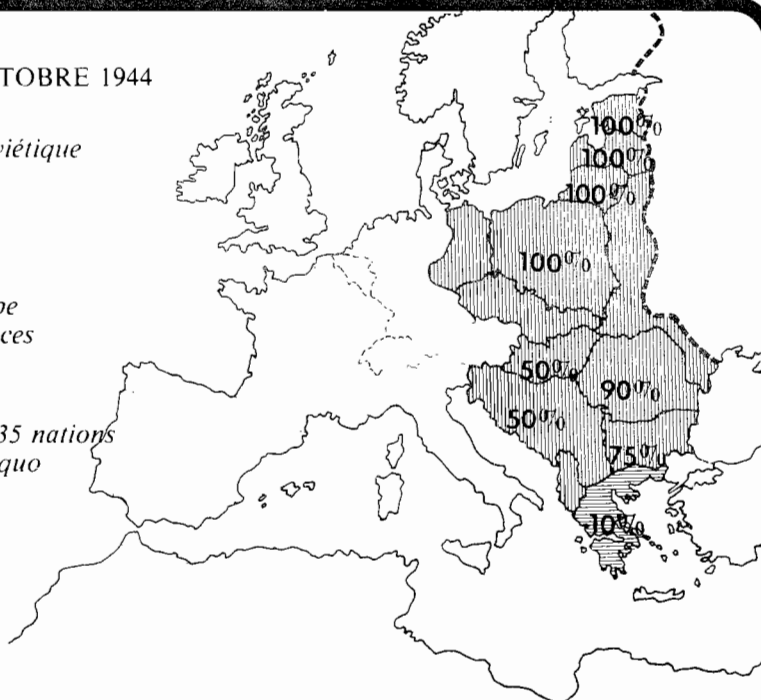
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>R. Cestelli:</i> Après Brejnev	1
<i>H. Müller:</i> Paneuropa-Union à son soixantième anniversaire	4
<i>G. Petrilli:</i> Un problème embarrassant mais décisif	6
La crise mondiale vue par M. Debré	9
<i>D. Schröder:</i> Constat d'échec, la politique de détente est à l'agonie	12
L'Europe mondiale à la découverte du monde	13

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11